



Les grands titres:

- Ukraine : l'ONU estime qu'il y a un risque d'escalade des hostilités dans l'est du pays
- Le HCR et l'OIM appellent l'Europe à prendre des mesures face aux décès de migrants et réfugiés en Méditerranée
- Iraq : l'envoyé de l'ONU estime que les jours de Daech sont comptés
- Des vaccins moins chers sont essentiels pour prévenir des milliers de cancers du col de l'utérus, selon l'OMS
- Le Conseil de sécurité condamne l'attaque contre une équipe de l'ONU à la frontière Cameroun-Nigéria
- Les prix des céréales continuent d'augmenter malgré des réserves en hausse, selon la FAO

Ukraine : l'ONU estime qu'il y a un risque d'escalade des hostilités dans l'est du pays



Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, devant le Conseil de sécurité.
Photo ONU/Manuel Elias

2 février - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Ukraine, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, a noté jeudi la dangereuse intensification du conflit dans l'est du pays depuis le 7 janvier, avec, le 1er février, plus de 10.000 explosions recensées dans la région de Donetsk en 24 heures.

Bien que les affrontements les plus sérieux ont eu lieu dans les régions d'Avdiivka, de Yasynuvata et autour de l'aéroport de Donetsk, les combats se sont également déroulés dans les régions de Svitlodarsk et de Debaltseve, à la fois dans des zones contrôlées et non contrôlées par le gouvernement, a affirmé M. Feltman devant les membres du Conseil, qui est présidé ce mois-ci par l'Ukraine.

Selon lui, l'escalade des hostilités le long de la ligne de contact est sérieuse et il y a un risque d'une détérioration accrue de la situation. L'utilisation fréquente d'armes lourdes, contraire aux Accords de Minsk, a également été constatée.

Il a indiqué que des centaines de milliers de civils vivant de part et d'autre de la ligne de contact couraient le risque de perdre tout accès à l'eau, l'électricité et à des moyens de chauffage, alors que les températures sont glaciales.

Le Secrétaire général adjoint a rappelé que le conflit en Ukraine allait entrer dans sa quatrième année. Près de 10.000 personnes, dont plus de 2.000 civils, ont été tuées et plus de 23.000 ont été blessées depuis le début du conflit, a-t-il dit.

Il a estimé que la déclaration adoptée à l'issue de la réunion du Groupe de contact trilatéral, mercredi à Minsk, qui recense les mesures urgentes qui doivent être prises pour empêcher des violations supplémentaires du cessez-le-feu, est « un développement positif ». Il a toutefois estimé que le véritable défi sera la mise en œuvre des mesures.

M. Feltman a déploré la période de « relative stagnation » dans le processus diplomatique visant à parvenir à une solution pacifique et une pleine mise en œuvre des Accords de Minsk. La communauté internationale doit demeurer engagée si «



nous voulons empêcher que cette crise ne se transforme en catastrophe », a-t-il dit.

Il a appelé les parties à lever les restrictions entravant les mouvements des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et à cesser leurs menaces contre ces derniers.

Pour sa part, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, s'est dit « alarmé par le tournant que ce conflit a pris et par le nombre croissant de victimes civiles ».

« Alors que la situation humanitaire en Ukraine se détériore, un nombre croissant de personnes sont en danger et dans le besoin, leur résilience s'est érodée et leur espoir s'estompe », a dit M. O'Brien devant les membres du Conseil.

« L'incapacité de parvenir à une solution politique à cette crise entraîne de nouvelles victimes chez les civils, des dégâts aux infrastructures essentielles et davantage de souffrances humaines », a-t-il ajouté.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué jeudi qu'après les combats intenses qui ont éclaté au cours des deux derniers jours autour de la ville d'Avdiivka, dans la région de Donetsk, plus de 17.000 personnes, dont 2.500 enfants, sont exposées à des températures glaciales sans chauffage, sans électricité et sans eau.

« La vie de milliers d'enfants à Avdiivka et de toutes les parties au conflit est non seulement en danger, mais le manque d'eau et d'électricité vient encore aggraver la situation, car cela signifie que les maisons se refroidissent dangereusement et que les conditions sanitaires se détériorent en ce moment même », a déclaré la Représentante de l'UNICEF en Ukraine, Giovanna Barberis.

« L'UNICEF et ses partenaires demandent un accès en toute sécurité pour effectuer la réparation immédiate des infrastructures d'alimentation en eau et en électricité, afin de prévenir de nouvelles souffrances », a-t-elle ajouté.

Le HCR et l'OIM appellent l'Europe à prendre des mesures face aux décès de migrants et réfugiés en Méditerranée



Migrants secourus en Méditerranée au large de la Sicile, en Italie. Photo OIM/Francesco Malavolta (archives)

2 février - A la veille d'une réunion informelle du Conseil européen à La Valette, à Malte, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont appelé jeudi les dirigeants européens à prendre des mesures pour faire face au décès de migrants et de réfugiés en mer Méditerranée et aux conditions que ces derniers rencontrent en Libye.

« Pour mieux protéger les réfugiés et les migrants, nous avons besoin d'une Union européenne forte qui s'engage au-delà de ses frontières à protéger, aider et trouver des solutions pour les personnes dans le besoin. Cela comprend le renforcement des capacités pour sauver des vies, le renforcement de l'état de droit et la lutte contre les réseaux criminels », ont déclaré les deux agences onusiennes dans une déclaration conjointe.

Avec plus de 5.000 décès enregistrés, l'année 2016 a été la plus meurtrière de toutes en Méditerranée, un chiffre à comparer aux 3.771 morts dénombrés en 2015.

Le HCR et l'OIM ont réclamé des efforts concertés pour garantir la mise en place de systèmes d'accueil durables en Libye ainsi que dans les pays voisins, lorsque la situation sécuritaire et politique le permet.

Elles ont également demandé instamment que l'on renonce à une gestion des migrations basée sur la détention automatique des réfugiés et des migrants dans des conditions inhumaines en Libye et la mise en place de services d'accueil appropriés.

Le HCR et l'OIM sont souhaité que le sommet européen permette l'adoption d'une approche commune de l'Union européenne en matière de migrations. Les deux agences estiment que, compte tenu du contexte actuel, il n'est pas approprié de considérer la Libye comme un pays tiers. Des mesures concrètes en faveur du gouvernement libyen sont nécessaires pour

renforcer les capacités d'enregistrement des nouveaux arrivants, soutenir le retour volontaire des migrants, traiter les demandes d'asile et offrir des solutions aux réfugiés.

Le HCR et l'OIM ont souhaité enfin que des solutions humaines puissent être trouvées pour mettre fin aux souffrances de milliers de migrants et de réfugiés en Libye et dans toute la région. Les deux agences se sont dit prêtes à apporter leur aide.

Iraq : l'envoyé de l'ONU estime que les jours de Daech sont comptés



Des familles ayant fui Mossoul, en Iraq, arrivent dans le camp de déplacés de Khazir en novembre 2016. Photo UNICEF/Anmar

2 février - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Jan Kubis, a déclaré jeudi devant le Conseil de sécurité, qu'avec la fin, « dans un avenir relativement court et prévisible », des opérations de libération en Iraq, les jours du groupe terroriste Daech étaient « comptés ».

« Trois mois après le début de l'opération militaire à Mossoul, les combats dans la partie orientale de la ville ont pris fin », a souligné M. Kubis dans un exposé devant les membres du Conseil.

« Les progrès réguliers engrangés ne doivent pas cacher que les combats ont été et représenteront un défi important, en particulier dans la vieille ville à l'ouest de Mossoul », a-t-il toutefois prévenu.

M. Kubis, qui est également le chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), a précisé que les forces irakiennes, « avec le soutien important de ses partenaires internationaux, en particulier les États-Unis », resteront engagées dans des opérations urbaines complexes. Il a mis en garde contre toute « réduction abrupte » de l'engagement international après la défaite de Daech (appelé aussi EIIL), afin de ne pas répéter les erreurs du passé.

Il a noté que la MANUI n'avait reçu aucune preuve de violations systématiques ou généralisées du droit international humanitaire et des droits de l'homme par les forces de sécurité. « Toutefois, des actes criminels contre des civils et des prisonniers de guerre sont encore malheureusement commis », a-t-il souligné tout en précisant que des enquêtes rapides étaient menées.

Le Représentant spécial a également indiqué que le contrôle des civils quittant les zones contrôlées par Daech semblait être mené « de manière transparente et dans le respect général des normes internationales ». Il s'est dit, toutefois, inquiet face aux informations alarmantes faisant état du pillage de biens civils et de l'aide humanitaire par des groupes armés qui soutiennent les forces de sécurité irakiennes, en particulier certains groupes de résistance locaux.

« Le monde n'oubliera pas les crimes terribles commis par Daech », a affirmé M. Kubis. Il a souligné la nécessité d'établir un système judiciaire efficace, de rassembler les preuves des violations commises et de mettre en place des programmes spécifiques pour les femmes, ainsi que des programmes de dé-radicalisation pour les enfants qui ont été endoctrinés.

Le Représentant spécial a demandé qu'une attention particulière soit portée aux besoins des minorités ethniques et religieuses qui ont été affectées de manière disproportionnée par le conflit. Depuis 2003, l'Iraq a en effet perdu plus de la moitié de sa population issue de minorités ethniques et religieuses, a-t-il remarqué, estimant que, sans une réponse adéquate, cette évolution risquait de se poursuivre même après la défaite de Daech.

M. Kubis a également donné des précisions sur le calendrier électoral : après des mois d'incertitude concernant les élections provinciales, le Premier ministre a annoncé, le 17 janvier, que les élections pour les gouvernorats et les conseils de district devraient avoir lieu le 16 septembre. Le Représentant spécial a appelé le Conseil des représentants à mettre en place « de toute urgence » le cadre juridique et institutionnel nécessaire pour la tenue de ces élections.

S'agissant de la crise humanitaire, M. Kubis a averti que celle-ci devrait se poursuivre « pendant des mois, voire des années », et ce, « bien que la campagne militaire visant à vaincre Daech en Iraq soit en passe d'être gagnée ». Il a estimé à 985 millions de dollars la somme nécessaire, en 2017, pour répondre aux besoins des 5,8 millions d'Iraqiens les plus vulnérables, dont 331 millions de dollars pour financer la réponse humanitaire rien qu'à Mossoul.

Des vaccins moins chers sont essentiels pour prévenir des milliers de cancers du col de l'utérus, selon l'OMS



A Sao Paulo, au Brésil, une jeune fille reçoit un vaccin pour prévenir le cancer du col de l'utérus. Photo OPS/OMS

2 février - Des vaccins moins chers sont essentiels pour intensifier la vaccination contre le virus du papillome humain (VPH) et ainsi prévenir des milliers de cancers du col de l'utérus évitables, selon le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), l'agence de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) spécialisée sur le cancer.

Chaque année, le cancer du col de l'utérus tue plus de 250.000 femmes, et 85% de ces décès surviennent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Le cancer du col est le quatrième cancer féminin le plus fréquent dans le monde, mais la plupart de ces décès pourraient être prévenus avec des mesures de prévention adéquates, comme la vaccination des filles contre le virus du papillome humain (VPH) et des programmes de dépistage et de traitement des lésions précancéreuses, a précisé le CIRC dans un communiqué de presse.

Il a été démontré que la vaccination contre le VPH protège les femmes contre l'infection chronique par les VPH 16 et 18, les deux principaux types de ce virus connus pour causer le cancer du col de l'utérus.

Dans les pays à revenu élevé, le dépistage a inversé les tendances

Dans les pays à revenu élevé, le dépistage général a radicalement inversé les tendances, et l'incidence et la mortalité du cancer du col de l'utérus ont fortement diminué. Dans ces pays, l'impact de la vaccination sur le recul des maladies liées au VPH est déjà documenté. Mais dans les pays en développement, où le fardeau de la maladie est le plus lourd, la lutte contre le cancer du col n'est souvent pas considérée comme une priorité pour des budgets de santé limités, et les femmes n'ont pas accès à une prévention et à un traitement adéquats.

Gavi, L'Alliance du vaccin contribue de manière importante à améliorer les perspectives de vaccination contre le VPH dans les pays à faible revenu. L'Amérique latine est ainsi une illustration encourageante de la manière dont la mise en œuvre de la vaccination anti-VPH est possible dans les pays en développement. En effet, 80% des filles ont accès à la vaccination anti-VPH en Amérique latine, grâce à l'engagement des gouvernements nationaux.

Cependant, à quelques exceptions près, la vaccination n'est toujours pas appliquée à l'échelle nationale dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire en Asie et en Afrique. Les femmes peuvent développer une maladie du col, qui risque de ne pas être traitée, étant donné l'inefficacité des services de dépistage et de traitement dans de nombreux pays.

« A moins d'agir rapidement, des milliers de femmes auront un cancer du col de l'utérus car elles ne sont pas vaccinées », déclare le Dr Rolando Herrero, Chef de la Section Détection précoce et prévention au CIRC. « Dans les pays où la détection précoce et le dépistage sont difficiles à mettre en œuvre en raison du manque d'infrastructures adéquates, la vaccination joue un rôle essentiel dans la protection des femmes contre le cancer du col utérin. Les gouvernements doivent faire preuve d'un engagement politique fort pour mettre en œuvre la vaccination contre le VPH ».

Le prix élevé des vaccins est un obstacle

Les obstacles les plus fréquents à la mise en œuvre de la vaccination sont le manque de volonté politique, le prix élevé des vaccins, l'insuffisance des infrastructures sanitaires et les priorités concurrentes en matière de santé publique dans les pays à ressources limitées.

Dans certaines régions, on peut aussi hésiter à vacciner les jeunes filles pour des raisons culturelles et craindre que la vaccination ne favorise une activité sexuelle précoce. Parmi les autres obstacles, notons le faible taux de scolarisation, ce qui peut limiter la portée des programmes de mise en œuvre, qui ont souvent lieu dans les écoles.

« Le cancer du col utérin est une maladie des pauvres. Il existe un préjugé sexiste dans de nombreux pays : investir dans les

femmes y est encore considéré comme moins stratégique », explique le Dr Rengaswamy Sankaranarayanan, Conseiller spécial pour la lutte contre le cancer et Chef du Groupe Dépistage du CIRC. « Il est vital que les gouvernements s'attaquent à ces obstacles. Dans beaucoup de pays, les femmes sont souvent les seuls soutiens de famille, et les protéger revêt donc une importance humaine et économique capitale ».

Le CIRC mène plusieurs projets de recherche clés sur le cancer du col dans les pays à faible revenu. Il travaille actuellement sur l'efficacité d'un vaccin à dose unique et comment améliorer l'accès, y compris financier, aux vaccins.

Le Conseil de sécurité condamne l'attaque contre une équipe de l'ONU à la frontière Cameroun-Nigéria



Le Conseil de sécurité de l'ONU. Photo ONU/Rick Bajornas

2 février - Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont condamné avec la plus grande fermeté mercredi soir l'attaque contre une équipe de l'ONU à la frontière entre le Cameroun et le Nigéria le mardi 31 janvier 2017, ayant causé la mort d'un entrepreneur indépendant de l'ONU, de trois ressortissants nigériens et d'un ressortissant camerounais, et fait plusieurs blessés.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont présenté leurs sincères condoléances et leur sympathie aux familles des victimes, ainsi qu'aux gouvernements du Nigéria et du Cameroun et à la Commission mixte Cameroun-Nigéria (CNMC).

Mercredi, le Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, a également fermement condamné cette attaque meurtrière et a réaffirmé le rôle essentiel de la CNMC dans l'accomplissement de la démarcation de la frontière entre les deux pays, conformément à un arrêt de la Cour internationale de Justice (CIJ), contribuant ainsi à la stabilité et à la sécurité dans la région.

Le Conseil de sécurité a appelé les autorités du Cameroun et du Nigéria à enquêter rapidement sur cette attaque et à traduire les auteurs en justice.

Les membres du Conseil de sécurité se sont déclarés préoccupés par la situation sécuritaire dans les zones frontalières entre le Cameroun et le Nigéria du fait de la violence liée au groupe armé Boko Haram, ce qui pèse sur le travail de la Commission mixte.

Ils ont souligné combien il était important que le Cameroun et le Nigéria prennent des mesures appropriées pour assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et des autres employés opérant sur leur territoire.

Les prix des céréales continuent d'augmenter malgré des réserves en hausse, selon la FAO



Une femme dans un marché à Guatemala City, au Guatemala. Photo Banque mondiale/Maria Fleischmann

2 février - Les prix des produits alimentaires ont nettement augmenté en janvier, stimulée par le sucre et les céréales, malgré l'approvisionnement régulier des marchés mondiaux, selon l'indice publié jeudi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'indice a atteint en janvier son plus haut niveau en près de deux ans, réalisant un bond de 2,1% par rapport à décembre et de 16,4% par rapport à janvier 2016.

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires est un indice pondéré par les échanges commerciaux qui permet de suivre l'évolution des prix des cinq principaux groupes de produits alimentaires sur les marchés internationaux. Même si pour la cinquième fois consécutive l'indice a baissé de manière générale en 2016, le mois de janvier marque pourtant une sixième hausse mensuelle d'affilée.

Les prix du sucre ont effectué un bond spectaculaire de 9,9% au cours du mois, le résultat d'un resserrement de l'offre sur une longue période au Brésil, en Inde et en Thaïlande.

Les prix des céréales ont augmenté de 3,4% depuis décembre, pour atteindre son plus haut niveau en six mois, et a notamment entraîné une hausse de la valeur du blé, du maïs et du riz. Les marchés du blé ont dû faire face à des conditions climatiques défavorables qui ont nui aux cultures saisonnières et ont contribué à la réduction des plantations aux États-Unis, tandis que la hausse des prix du maïs a principalement reflété une forte demande et des perspectives de récoltes incertaines en Amérique du Sud.

Les prix mondiaux du riz ont également augmenté, cela est en partie dû au programme d'approvisionnement de l'État indien, qui a eu pour effet de diminuer les quantités disponibles pour l'exportation.

Les prix des huiles végétales ont augmenté de 1,8%, principalement en raison de la faiblesse des stocks mondiaux d'huile de palme et d'une reprise de la production relativement lente dans l'Asie du sud-est. Les prix de l'huile de soja, par contre, ont baissé face aux prévisions faisant état d'une large disponibilité à l'échelle mondiale.

Les prix des produits laitiers sont restés inchangés depuis décembre, contrastant avec la hausse de 50% enregistrée entre mai et décembre l'année dernière. Les prix de la viande sont restés également pratiquement inchangés, avec notamment une augmentation des cotations de viande bovine - le résultat de la reconstitution de troupeaux en Australie - qui a été compensée par des prix moins élevés pour la viande ovine et d'autres sortes de viande.